

Assemblée générale – Notaires du Rhône

Vendredi 25 novembre 2011

Monsieur le Président (Jean-Pierre PROHASZKA),
Mesdames, Messieurs,

Je suis ravi de vous retrouver à l'occasion de cette assemblée générale, pour évoquer les grandes évolutions qu'a connues ces derniers mois le notariat, et les perspectives d'avenir de votre profession.

Beaucoup de réformes ont abouti. Grâce à la qualité de nos échanges, elles ont permis de préserver les grands équilibres de votre profession tout lui ouvrant de nouvelles possibilités. Dans la période de crise économique et financière que traversent l'Europe et la France, tous les apports à la sécurité juridique sont absolument essentiels.

Parce que les notaires, par leur statut d'officier public et ministériel et par leur expertise, occupent une place essentielle pour garantir cette sécurité juridique, nous avons veillé à renforcer leurs missions et leur rôle.

1. Le notaire est un juriste de proximité et de confiance pour nos concitoyens.

En attestent les 5.857 points de réception de la clientèle recensés sur le territoire au 1er janvier 2011.

Vous êtes investis, par l'Etat, du pouvoir de délivrer des actes authentiques et garants à ce titre d'une sécurité juridique inégalée pour nos concitoyens.

En raison de vos hautes qualifications et de votre expertise reconnue, **vous menez aussi une activité de conseil** et contribuez à renforcer l'accès au droit des particuliers et des entreprises, tant en droit de la famille (contrats de mariage, successions, libéralités, adoptions) qu'en droit immobilier ou en matière de contrats civils et commerciaux.

A titre accessoire, vous pouvez également intervenir dans la gestion de patrimoines et la

négociation immobilière.

Vous occupez donc une place essentielle dans notre société et l'Etat sait qu'il peut compter sur le notariat.

2. En quelques mois, d'importantes évolutions, inscrites dans la loi dite Bételle et la loi de modernisation des professions judiciaires ou juridiques du 28 mars 2011 ont été apportées à votre statut et à vos missions :

➤ Ainsi, alors que votre profession, soucieuse de la qualité des prestations rendues, s'est toujours particulièrement investie dans la formation continue, la loi Bételle a rendu obligatoire cette formation.

- Le décret du 3 octobre dernier fixe à 30 heures annuelles l'obligation de formation continue pour votre profession.
- Parce qu'ils sont confrontés à des défis spécifiques, les jeunes professionnels devront, au cours des deux premières années d'exercice, consacrer au moins 20 heures à des formations portant sur la gestion d'un office, la déontologie et le statut professionnel.

Cette réforme sera applicable dès le 1^{er} janvier prochain.

➤ La loi du 28 mars 2011 de modernisation des professions judiciaires ou juridiques, contient plusieurs dispositions en faveur des notaires :

- **Elle consacre, dans le Code civil, le principe selon lequel seul l'acte authentique permet de procéder aux formalités de publicité foncière.**
- **Elle reconnaît la mission de service public des notaires et du Conseil supérieur du notariat dans la collecte et la diffusion de l'information, consacrant ainsi le travail accompli par votre profession. Elle rend obligatoire l'alimentation des bases immobilières de la profession, qui sera la meilleure garantie de leur exhaustivité. Le décret d'application en cours d'élaboration prévoira notamment une rémunération de chaque notaire pour le travail que constitue l'alimentation des bases.**

- **La loi vous confie également de nouvelles compétences**, qui vont simplifier la vie de nos concitoyens :
 - **Vous pouvez désormais enregistrer les PACS que vous aurez rédigés** (environ 15 000 par an). Nos concitoyens n'auront plus à se déplacer aux greffes du tribunal d'instance pour procéder à cette formalité. Le décret d'application de la loi portera notamment sur les échanges d'information avec l'officier d'état civil et la constitution d'un registre dématérialisé.
 - **Nos ressortissants à l'étranger pourront désormais demander, pour l'établissement des actes notariés, que les agents diplomatiques et consulaires soient assistés d'un notaire.** Ce dernier pourra apporter son assistance à distance, en rédigeant l'acte qui sera ensuite reçu par les agents diplomatiques et consulaires habilités. Un décret d'application est en cours de rédaction en concertation avec le Conseil supérieur du notariat.

Enfin, en dehors des réformes législatives, **le décret du 23 septembre 2011** portant diverses dispositions relatives à certaines professions judiciaires et juridiques réglementées, **modernise le statut du notaire salarié et permettra l'accélération de leurs procédures de nomination.**

3. Votre profession est confrontée à de nombreux défis, et nous avons toujours été à vos côtés pour vous aider à les relever.

Dans un monde toujours plus ouvert, les défis posés par l'Union européenne sont d'importance. Je ne pouvais venir à votre rencontre sans évoquer la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, **et son arrêt du 24 mai 2011.** .

Nous en avons tiré les conséquences puisque le décret du 17 octobre 2011 ouvre désormais l'accès de la profession de notaire aux citoyens d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

Comme vous le savez, la Cour a jugé que les activités notariales ne participent pas à l'exercice de l'autorité publique, au sens de l'article 51 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne. Partant, elle a considéré que la condition de nationalité française requise pour l'exercice, en France, de la profession de notaire constitue une discrimination interdite par ledit traité.

Cette jurisprudence nous impose désormais, et c'est son autre conséquence, une grande vigilance à l'égard des initiatives de la Commission européenne en matière de libéralisation des services.

Cette vigilance nous l'exerçons aujourd'hui dans le processus de révision de la directive sur la reconnaissance des qualifications professionnelles.

La Cour nous donne d'ailleurs, elle-même, des arguments pour ce faire en soulignant expressément dans son arrêt que les activités notariales poursuivent des objectifs d'intérêt général, qui visent notamment à garantir la légalité et la sécurité juridique des actes conclus entre particuliers.

La nature des missions du notariat constitue dès lors une raison impérieuse d'intérêt général permettant de justifier d'éventuelles restrictions à la liberté d'établissement.

Pour ma part, je suis convaincu que la suppression de la condition de la nationalité ne modifiera en rien la qualité des services que vous rendez aux familles et aux entreprises.

* * *

Les avancées de ces derniers mois sont nombreuses, et les défis à venir ne manquent pas – mais nous les relèverons ensemble, comme nous l'avons toujours fait, en permettant à votre profession de s'adapter aux évolutions rapides du droit et de la concurrence tout en conservant ses prérogatives essentielles et son identité.